

Depuis plusieurs semaines, une nouvelle tendance se met en place sur notre établissement avec des détenus qui, après avoir agressé des personnels, menacent ou font mine de vouloir se suicider afin de ne pas purger leur sanction de quartier disciplinaire.

La semaine dernière, après des crachats et menaces de mort sur les personnels, un détenu parvient sans difficulté à faire croire qu'il souhaite se suicider et est sorti derechef du QD pour être placé en CPROU puis retourne hilare, dans son bâtiment sans purger la moindre peine.

Hier lundi 27 mars, un détenu frappe violement un gradé au visage au niveau de la mâchoire, puis, à peine arrivé au quartier disciplinaire commence à expliquer qu'il ne pourra rester car il ressent lui aussi, l'appel irrésistible de la corde à nœuds. Il est donc lui aussi placé en CPROU pour certainement être replacé en bâtiment dans la journée.

Connaissant bien les rouages et les failles de notre administration, les détenus s'empressent les uns après les autres de s'engouffrer dans cette brèche afin de ne rester sur le quartier disciplinaire que quelques heures en lieu et place des jours de sanctions prévus.

Nos prétendus détenus fragiles, amoindris psychologiquement, doivent donc sans doute puiser dans l'énergie du désespoir pour passer à l'acte et s'en prendre physiquement à des personnes (celles dont l'uniforme est bleu), puis décompenseraient avec force quelques minutes après pour exprimer leur profond mal-être (face à des personnes dont l'uniforme est blanc) lorsqu'ils doivent faire face à leurs responsabilités.

L' **UFAP UNSa Justice** ne peut donc que constater que dans leur malheur, nos détenus ont une excellente capacité à distinguer les différents représentants de l'administration dont ils sont les usagers prétendument contraints.

L' **UFAP UNSa Justice** constate donc que la capacité de certains à se faire manipuler n'a d'égal que leur maîtrise de l'ouverture du parapluie en milieu hostile.

Pour l' **UFAP UNSa Justice**, il est clair que quand l'administration n'est capable que de cela face à des agressions quotidiennes, les messages passés à la population pénale sont qu'aujourd'hui, en 2023, on peut attaquer les personnels représentants de l'administration, y compris en uniforme, sans que quiconque là-haut ne se dise que rester inerte face à la violence pose problème.

Si l' **UFAP UNSa Justice** peut comprendre que personne ne veuille endosser la responsabilité d'un suicide dans un quartier disciplinaire, il va tout de même falloir qu'on nous explique pourquoi on sort systématiquement un détenu qui se prétend suicidaire sans la moindre analyse approfondie de l'état de cet individu afin de s'assurer de la réalité du risque encouru.

Une simple déclaration de l'intéressé suffit et permet à un individu de passer entre les mailles d'un filet dont la largeur des mailles permettrait tout juste à un pêcheur de renom, d'attraper une baleine.

A travers ce type de fonctionnements, on peut légitimement s'interroger sur la détermination de divers représentants de diverses institutions, de transmettre le moindre message positif en terme d'éducation, l'impunité et la manipulation étant les seuls mots d'ordre ayant voix au chapitre.

En parallèle, les indicateurs envoyés à travers ce type de comportements aux agents du service public pénitentiaire, c'est que quoi qu'il advienne, ils doivent continuer à servir de défouloir à la population pénale dont la préservation des intérêts est supérieure et surtout largement prioritaire à ceux d'agents représentant l'autorité de l'Etat.

Les baromètres sociaux montrent que la pression monte, que ceux qui ont un peu d'autorité continuent à jouer aux apprentis sorcier, il est vrai que l'heure est à s'amuser à jeter de l'huile sur le feu...